

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

16^e ANNEE - N° 272
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
9 au 22 sept. 1978

Face à l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie

Passer à la guerre de classe!

Dans les années qui viennent, « un transfert des revenus des ménages aux entreprises paraît inéluctable » : c'est la récompense qu'en leur langage feutré, les experts bourgeois chargés de l'actualisation du VII^e Plan promettent aux salariés, après des années d'austérité et de sacrifices officiellement destinés à préparer un avenir meilleur. « Inéluctable », oui, mais seulement

si la classe ouvrière est vouée à subir sans résistance les lois fondamentales de la production capitaliste qui s'expriment ici, et dont Marx démontrait déjà en 1865 que « sa tendance générale n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener plus ou moins la valeur du travail à sa limite la plus basse ».

Cela n'empêche pas le gouvernement de vanter les miracles du libéralisme qui, après des années de contrôle et d'intervention de l'Etat (au service des trusts) devrait aujourd'hui assurer le salut de « notre » économie. En réalité, sous la bannière libérale comme sous celle du dirigisme, c'est la même guerre économique et politique que le capital mène contre la classe qui produit toutes les richesses, et dont l'exploitation accrue est la condition de vie de tout le mécanisme capitaliste, condamné à enfler ou à crever.

Dans la période qui a suivi la crise mondiale de 1973, le contrôle des prix a servi d'alibi pour imposer aux travailleurs un blocage plus ou moins officiel des salaires. Aujourd'hui, après la réussite de cette première opération (en Angleterre, aux Etats-Unis, en France, en Italie, on a obtenu dès 75 une stagnation ou une baisse du pouvoir d'achat des salariés), il s'agit en France de redonner au capital l'oxygène qu'il réclame avec une insistance accrue depuis les élections de mars, en libérant

les prix — mais pas les salaires, bien entendu... Libération parée de motifs édiifiants : « vérité » des prix, assainissement du marché, nécessité de stimuler les entreprises, autorégulation par la concurrence... Quel dommage qu'au moment où le libéralisme pourrait servir pour une fois le consommateur, M. Barre dégonfle lui-même toutes ces baudruches en maintenant le prix de l'essence malgré la baisse à la production. C'est annoncer clairement que tous les bénéfices du libéralisme iront dans les mêmes caisses : celles des entreprises et de l'Etat du capital.

A l'époque de l'impérialisme pourissant, il n'y a plus d'incompatibilité ni d'opposition réelle entre les différentes méthodes et doctrines économiques de la bourgeoisie : elle manie alternativement dirigisme et non-intervention, protectionnisme et ouverture des frontières selon ses besoins du moment, et toujours avec les mêmes résultats négatifs pour le prolétariat. Quant aux vertus régulatrices de la concurrence, les réalités de l'impérialisme depuis des dizaines

DANS CE NUMERO :

- L'organisation du Parti dans les usines (1).
- Algérie, Angola, Palestine : la signification des luttes entre partis.
- Emeutes en Iran.
- Luites ouvrières : Ascon (Espagne), Sonacotra.

d'années ont elles-mêmes ruiné cet article de foi des premiers économistes bourgeois : toutes les pratiques d'entente et de cartels permettent aux capitalistes d'en limiter les effets possibles dans le sens d'une baisse des prix. Compterait-on par hasard pour « mener une vigoureuse politique anti-trust » (B. Stasi dans le Monde du 1-9-78), sur la Commission de la Concurrence créée

(suite page 2)

Grandes manœuvres diplomatiques autour de la Russie

A la bipolarité qu'avait connue la situation mondiale après 1945, marquée par le condominium russo-américain, a succédé aujourd'hui une multipolarité que mettent en évidence « la renaissance des impérialismes européens et japonais et l'apparition en Asie de la jeune puissance chinoise » (1).

Deux événements récents viennent d'illustrer sur le plan diplomatique l'aggravation des rapports inter-impérialistes et les modifications qui s'opèrent dans l'équilibre des forces à l'échelle mondiale. Ils ont tous deux la Chine pour protagoniste.

Le 12 août dernier la Chine a conclu pour une période de dix ans un « traité de paix et d'amitié » avec le Japon contenant une « clause contre l'hégémonie » manifestement dirigée contre l'URSS et saluée comme une « innovation dans les traités internationaux » (2). Cette initiative s'inscrit dans la stratégie chinoise de « containment » de la poussée soviétique en Extrême-Orient marquée récemment par l'appui chinois apporté au Cambodge dans sa lutte contre le Vietnam soutenu par les Russes.

Pour la Russie l'accord sino-japonais est important dans la mesure où le souci constant des Russes est d'éviter d'avoir deux ennemis locaux sur son flanc asiatique. Les Russes ont essayé jusqu'ici d'empêcher la conclusion du traité sino-japonais. Ils espèrent sans aucun doute qu'il se défera rapidement. En attendant ils dénoncent la ligne chinoise de politique étrangère « hostile à la paix » comme si la ligne russe de politique étrangère n'était pas, elle aussi, hostile à la paix!

Quant aux Chinois et aux Japonais ils ont affirmé avec le plus parfait cynisme,

(suite page 2)

(1) « L'évolution des rapports interimpérialistes depuis la dernière guerre », Le Prolétaire n° 255 et 256, déc. 1977.

(2) Editorial du « Renmin Ribao », cité dans Pékin Information n° 33, 21 août 1977.

Emeutes en Iran

En Iran, depuis des mois, les émeutes succèdent aux émeutes. La situation d'un pays brutalement projeté dans le tourbillon d'une expropriation massive de la paysannerie, menée en conservant leurs privilèges aux vieilles classes que le pétrole a permis de reconstruire, aurait déjà suffi à expliquer les formidables tensions sociales qui viennent d'éclater dans ce pays.

L'incroyable accélération de cette « modernisation », provoquée par la hausse des prix du pétrole de 1973-74, a encore exaspéré les contradictions économiques et sociales, au point que les masses misérablement entassées dans les villes ne pourraient être nourries, à cause de la désorganisation des transports, et des effets ravageurs de la gloire du régime, la fameuse « révolution agraire », sans l'importation grandissante des céréales (« Les importations de denrées alimentaires augmentent actuellement de 14 % par an. A ce rythme, l'Iran importerait avant 1985 plus de la moitié de son alimentation », Le Monde diplomatique, juillet 1978).

De plus, la situation stratégique particulière de l'Iran, non seulement dans son rôle de gendarme du Golfe Persique, mais aussi dans la rivalité planétaire entre l'URSS et les USA fait que les ouvriers et les masses paysannes doivent se serrer la ceinture pour offrir à l'Etat de leurs oppresseurs le luxe de l'armée la plus moderne du monde (les importations d'armes cette année n'ont pas atteint moins de 18 milliards de dollars), Le Monde des 3-4 sept. 1978).

Mais tout cela n'était pas encore assez pour les masses exploitées de ce nouvel Eldorado. En effet, comme il est logique, les effets de la crise internationale du capitalisme se font sentir avec une acuité particulière dans les pays de la périphérie du capitalisme, et le coup de frein brutal actuel de l'économie venant après le coup d'accélérateur des années précédentes exacerbe encore les contrastes économiques, dans un pays où, depuis de longues années, la moins

(suite page 2)

Hier Algérie, puis Angola, aujourd'hui Palestine

La signification des luttes entre partis

Les lecteurs qui ont parcouru le n° 532 de Lutte Ouvrière n'ont sans doute pas manqué d'être frappés par la profondeur réelle et abyssale de l'explication que donne ce journal des causes véritables de la guérilla qui sévit entre la direction du Fatah d'Arafat et son opposition de gauche. Voici le diagnostic : « C'est un trait commun aux mouvements nationalistes de n'avoir jamais toléré l'existence d'un mouvement concurrent — fût-il tout aussi nationaliste —,

jamais permis en Algérie par exemple de surmonter le conflit entre le FLN et le MNA ? On peut « déplorer » que le FLN ait été petit-bourgeois et démocratique, et non prolétarien et communiste; cela revient à « déplorer » la contre-révolution stalinienne, et ne nous fait pas avancer d'un pas. Les véritables communistes, eux, ont combattu — et n'ont pas « déploré » — le stalinisme qui a refusé l'appui du mouvement prolétarien de la métropole au mouvement authentiquement « national-révolutionnaire » de Messali Hadj, « l'Etoile Nord-Africaine » qui, politiquement isolé et soumis à la répression la plus odieuse avec l'appui des représentants du « mouvement ouvrier » officiel, n'a pu que régresser; les meilleurs éléments ont donné le FLN, tandis que le vieux chef sur le déclin tombait alors dans le compromis avec l'ennemi. Dès lors l'intérêt de la révolution algérienne, mais aussi de la lutte prolétarienne internationale était que le FLN sorte victorieux de l'affrontement avec le MNA. Et le fait que ces deux partis aient été nationalistes ne changeait rien sur ce point.

Pour ce qui est du conflit qui a opposé le MPLA au FNLA et à l'UNITA, LO serait bien embarrassée d'expliquer à ses lecteurs que si on entend par « démocratique », comme le faisaient Marx et Lénine, l'intervention révolutionnaire des masses — acceptation largement ignorée en ce siècle maudit où leur intervention politique n'est imaginée que

de n'avoir jamais réglé leurs problèmes démocratiquement, de s'être affrontés d'autant plus violemment que l'indépendance de leur pays et la constitution d'un nouveau pouvoir étaient proches. Il en fut ainsi lors de la guerre d'Algérie, lorsqu'une guerre sans pitié opposa le FLN au MNA avant l'indépendance, les différentes fractions du FLN après. Il en a été ainsi entre le MPLA, le FLNA et l'UNITA en Angola ».

sur le terrain stérile et fallacieux des consultations électorales, ce qui fait que nous répugnons à utiliser ce terme trompeur —, ce conflit a bien présenté un caractère « démocratique » indéniable : en effet, alors que les accords d'Alvor prévoyaient un gouvernement MPLA-FLNA-UNITA en communion avec l'Etat portugais (accord que la Russie a de tout son poids poussé le MPLA à accepter), c'est la « levée en masse » des muçquies et leur tentative de s'armer malgré tous les efforts du MPLA — mouvement démocratique petit-bourgeois de type classique — qui a chassé de Luanda le FLNA intervenant en pogromiste dans les quartiers populaires, brisé le front tripartite et mis les Portugais dehors.

Nous avons montré à l'époque que le MPLA n'a réussi à éviter le déferlement de la vague plébéienne qu'en assumant la tâche de la défense révolutionnaire de Luanda, et seule l'arrivée du contingent cubain lui a permis de la mener en évitant l'armement généralisé des masses exploitées. Malgré cette limitation énorme qui fonde l'affirmation de l'Américain Young selon laquelle les « Cubains jouent un rôle stabilisateur » en Afrique, limitation due au poids de l'impérialisme et liée pour une bonne part à l'absence d'une lutte prolétarienne dans les métropoles, la victoire du MPLA contre les égorgeurs de l'UNITA et du FLNA intéressait non seulement la révolution dans toute l'Afrique

(suite page 4)

Quel « démocratisme » en effet aurait

Passer à la guerre de classe !

(suite de la page 1)

par le gouvernement Barre, commission sans personnel (dix membres, secrétaire comprise, pour tout le territoire!) et sans pouvoir, qui n'a pu mener à terme aucune des enquêtes entreprises depuis 5 mois ?

Le fond de l'affaire, c'est qu'il est vital pour la bourgeoisie talonnée par la concurrence internationale d'essayer d'être plus compétitive en réduisant ses prix à l'exportation. Pour cela, une première recette immédiate : augmenter les prix sur le marché intérieur, pour compenser le manque à gagner de l'indispensable exportation.

Les docteurs-Miracle du PCF, avec leurs œillères hexagonales peuvent toujours essayer d'avancer leur propre recette, l'augmentation de la consommation populaire par la hausse des salaires. Cette vieille découverte héritée de Dühring via Kautsky a été ridiculisée successivement par Engels et par Lénine. Moins bornés, par la force des choses, les capitalistes savent bien, eux, qu'il n'y a pas de salut national pour le capital national et que leur destin se joue à l'échelon mondial. Ils savent que si une relance du marché intérieur peut leur être utile de façon ponctuelle, leur survie durable exige la pression accrue sur le pouvoir d'achat de leurs salariés : « aidez les ouvriers, ils vous sauveront », sussurent les sirènes réformistes !

« Eux ou nous » se disent les bourgeois conscients... Car passées les périodes d'essor comme celle de la Reconstruction, il leur faut absolument économiser sur le capital variable, c'est-à-dire sur les salaires, accroître la productivité en modernisant l'équipement et donc en « dégraissant » le personnel. D'où pour le prolétariat, la baisse des salaires et la montée du chômage : 1.100.000 chômeurs officiels à cette rentrée malgré toutes les astuces pour raccourcir les listes ; les experts du VII^e Plan en pré-

voient maintenant 1.500.000 à 1.600.000 (officiels toujours) pour 1983, et le rapport Nora-Minc prévoit que le secteur tertiaire, resté jusque-là faiblement créateur d'emplois, se fermera à son tour.

En ce seul été, 1.300 licenciements à Boussac, 340 à Manufrance, 1.600 à La Ciotat ; 2.000 suppressions d'emplois en une seule semaine, annonce le Monde du 3-9-78. Et si l'on voulait encore prétendre que le mouvement ne touche que les secteurs en crise, voilà qu'on parle déjà de licenciements dans le puissant groupe récemment formé par Peugeot-Chrysler. Devant ces chiffres, les états-majors politiques bavardent et chacun agite son plan. Mais l'échantillonnage des cent chefs d'entreprises interrogés par les Echos du 28 août 78 ont tenu un langage limpide : 89 % d'entre eux prévoient pour l'année qui vient une activité « stable ou en hausse », 55 % prévoient d'accroître leurs investissements (créateurs d'emplois, selon tous les opportunistes du monde!), mais 28 % annoncent que, malgré tout, leur personnel restera stable ou en diminution. Et ce même patronat a le culot de désigner comme principal responsable du chômage, ses lourdes charges sociales (Les Echos du 18-8-78) : qu'on les allège, notamment par la suppression d'une bonne part des allocations-chômage, et les patrons se précipiteront pour embaucher ! En somme, le chômage, c'est la faute des chômeurs !

Mais voici d'autres chiffres parlants : les Echos du 2-6-78 constataient que la productivité industrielle augmente en moyenne de 4 % depuis 20 ans, alors que le rythme de la croissance industrielle est de 2 à 3 % : les 1,5 % de différence sont la principale source permanente du flot de chômeurs. En ce sens, le chômage est bien « fatal » dans les conditions de production capitalistes, et quelle que soit la doctrine économique du gouvernement qui les défend. Aussi le taux de chômage a-t-il continué d'augmenter

et dans les principaux pays européens, à quatre exceptions temporaires près ; sans parler des pays du tiers-monde qui subsistent non seulement l'exploitation impérialiste directe, mais aussi les retombées de la politique de blocage de l'immigration. Dans la construction navale, on prévoit à l'échelle européenne plus de 150.000 suppressions d'emploi d'ici 1982 : la CFTD a bonne mine, avec ses « solutions industrielles » de francisation exclusive de la production, aussi utopiques que chauvinement réactionnaires, puisqu'elle borne ses projets à exporter le chômage chez les autres !

Aussi, la propagande gouvernementale peut toujours agiter fièrement les « fortes » augmentations des salaires ouvriers du deuxième trimestre 1978 (qui, en réalité, compensent à peine la hausse effective des prix) : peut-on dire que le niveau de vie des familles ouvrières est maintenu, quand il faut nourrir sur le même salaire une ou deux personnes de plus (femmes et jeunes, les plus touchés par le chômage) ?

Déjà, après trente ans de pacifisme officiel, cette propagande n'hésite plus à parler de « guerre économique » entre les nations. Mais la base, la condition même de cette guerre effective entre les puissances capitalistes, c'est la guerre de plus en plus ouverte que le capital mène contre la classe ouvrière, et, en conséquence, contre ses mouvements de résistance. Il est vrai qu'il dispose du formidable amortisseur constitué par les partis et les directions syndicales opportunistes, qui ont mis au service de la paix sociale bourgeoise la discipline et la centralisation héritées des partis de la Troisième Internationale. En France, les représentants du patronat ne l'ont pas caché : le succès inespéré du blocage des salaires, ils le doivent à la sagesse et à la « responsabilité » des directions syndicales, qui leur ont accordé une longue, une interminable trêve, d'abord sous le prétexte des élections, puis avec le battage de l'« ouverture

sociale » : étouffant les poussées de grève (Michelin, Renault, RATP, Postes, etc.), enfermant les mouvements de résistance aux licenciements dans des ghettos (qu'on se rappelle l'exclusion de la section CGT de l'IMRO, coupable d'avoir voulu étendre la solidarité) ; tentant d'étouffer sous le silence et la calomnie des foyers de lutte de classe véritable comme la lutte de la Sonacotra. En même temps, l'opportunisme tisse autour des travailleurs désorientés la toile paralysante d'un « optimisme » mortel : au moment même où les experts bourgeois déposent le masque, il laisse croire qu'une paix loyale « profitable aux deux parties » serait possible entre les partenaires sociaux au prix d'une intense activité contractuelle et de quelques aménagements gouvernementaux.

Dans les périodes d'expansion libre du capital, ces mensonges peuvent trouver un terrain favorable : la prospérité des entreprises assure en effet aux exploités quelques miettes supplémentaires (tout en resserrant et consolidant leurs chaînes). Dans celles où la guerre entre capitalistes s'intensifie, et avec elle, la guerre de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, celle-ci est contrainte, pour défendre même ses conditions de vie immédiates, de rejeter toute solidarité avec « son » économie nationale. Au lieu de réclamer d'impossibles traités de paix, elle doit reconnaître la nature de la lutte dans laquelle elle est engagée qui est une guerre de classes, relever le défi de la bourgeoisie, reprendre l'initiative dans cette guerre et se préparer à vaincre. Pour cela, il est indispensable de reconstituer entre les catégories ouvrières, entre les foyers de lutte les liens que l'opportunisme s'est acharné à détruire ou à détourner au profit de la collaboration de classe, et de constituer ainsi à travers les inévitables luttes partielles la force capable d'abattre le mécanisme même qui engendre l'exploitation.

Emeutes en Iran / Grandes manœuvres diplomatiques autour de la Russie

(suite de la page 1)

dre velléité d'opposition est soumise à la répression la plus impitoyable.

Aujourd'hui, après l'Égypte et la Tunisie, l'Iran entre dans la ronde des émeutes populaires qui semblent devoir aussi s'étendre à la Turquie, au Brésil et plus généralement, à tous les pays économiquement « arriérés », prélude immédiat des luttes de la misère et de la faim au cœur même des zones industriellement « avancées ». Les réformes constitutionnelles, les oppositions religieuses et tous les moyens démocratiques ne pourront pas venir à bout de ces révoltes.

Aussi le Chah a-t-il la sympathie non seulement de Carter, aux yeux duquel il est un « défenseur exemplaire des droits de l'homme », et de Khaled d'Arabie, mais même de Hua Kuo-feng, qui démontre ainsi le cynisme de la fameuse « théorie des trois mondes ». De son côté, l'URSS s'est bien gardée de dire quoi que ce soit qui puisse être interprété comme un appui aux masses iraniennes surexploitées. Les membres de l'Internationale du capital, s'ils sont concurrents dans la défense de leurs intérêts nationaux sont bien des alliés dans la répression contre-révolutionnaire. Seul le parti international de la classe ouvrière pourra leur répondre et donner à ces révoltes une issue positive dans la révolution communiste mondiale.

VOICI LE SOMMAIRE DE KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

NR. 19 — AOUT 1978

- Die « Steigerung der Massenkaufkraft » oder das Wunderwässerchen der reformistischen Scharlatane
- Die Entwicklung der imperialistischen Gegensätze seit dem 2. Weltkrieg
 - Die Nachkriegsperspektiven im Lichte der Parteiplattform (1946)
 - Weltfrieden oder wachsende imperialistische Gegensätze? (1973)
 - Rückblick und weitere Entwicklung
- Lenins Schrift « Der « Linke Radikalismus », die Kinderkrankheit im Kommunismus » : die Verurteilung der künftigen Renegaten
- Zum prager Frühling 1968 : der Stalinismus mit menschlichem Antlitz (über ein Buch von Jiri Pelikan)
- Trotzkistische Perlen im Rosenkranz der bürgerlichen Moral und des parlamentarischen Kretinismus.

(suite de la page 1)

dans le traité, « qu'aucune des parties contractantes ne doit rechercher l'hégémonie dans la région de l'Asie ou du Pacifique ou dans quelque autre région » et que l'accord « espère contribuer à la paix et à la stabilité en Asie et dans le monde ». Les Chinois ont même le culot d'écrire que non seulement la Chine ne recherche pas l'hégémonie maintenant mais qu'elle ne la « recherchera jamais, même quand elle aura vu son économie se développer encore davantage et ses quatre modernisations se réaliser complètement » ! En fait tout en se réclamant de la paix, l'URSS, le Japon et la Chine — comme tous les pays impérialistes — préparent la guerre.

Le deuxième événement concerne le voyage du premier ministre Hua Kuo-feng en Roumanie et en Yougoslavie, précisément au moment du dixième anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les chars du « grand frère » soviétique. Une telle coïncidence est extrêmement lourde de signification internationale.

En effet, l'intervention de Prague comme celle de Budapest douze ans plus tôt viennent rappeler que l'Europe de l'Est — et nous ne perdrons pas notre temps ici à rappeler qu'elle n'a rien de plus socialiste que la Russie — est indispensable à l'impérialisme russe, non seulement comme glacis militaire vis-à-vis des puissances occidentales, ce qui serait déjà suffisant pour qu'il y intervienne « à la cosaque », mais encore et surtout du fait de l'avance industrielle de ces pays sur la Russie, ce qui permet à cette dernière, grâce à leur exploitation et leur pillage effrénés dans le cadre du Comecon, de compenser en partie son handicap vis-à-vis du grand adversaire américain.

Or, à Budapest comme à Prague, les Américains avaient laissé faire, malgré de belles et hypocrites campagnes sur les « libertés », en vertu du principe « chacun chez soi » dans les zones d'influence respectives déterminées par la ligne de rencontre des armées victorieuses sanctionnée à Yalta. Et à Helsinki les Russes avaient encore réussi à obtenir l'assurance que ce serait « chacun chez soi en Europe » malgré la concession qu'ils ont faite sur le prétendu « respect des droits de l'homme ».

Eh bien, il a coulé de l'eau sous les ponts du Danube. La nouvelle administration américaine ne fait plus un principe du respect des zones d'influence en Europe même si elle cherchera toujours à s'entendre avec Moscou pour assurer le condominium sur

l'ennemi commun, le prolétariat européen. Et voilà qu'à peine conclu, sous la haute protection des Etats-Unis, l'accord sino-japonais, la Chine, en digne alliée de l'impérialisme américain, s'en va mener l'offensive diplomatique en Roumanie et en Yougoslavie, ces enfants terribles du « socialisme russe », quitte à jeter par-dessus bord la petite Albanie victime des ardeurs d'un antagonisme national irrémédiable avec la Yougoslavie voisine.

Le chef d'orchestre de Washington joue donc sur deux tableaux : d'un côté, les fameux « droits de l'homme », lancés par l'Occident « libre » vers lequel lorgne une partie de la bourgeoisie des pays de l'Est, traditionnellement écartelée entre ses puissants voisins ; d'autre part, la lutte contre l'oppression du « social-impérialisme » russe menée par la Chine qui essaie de recouvrir le « principe wilsonien » des nationalités d'un vernis idéologique socialisant.

La classe ouvrière des pays d'Europe centrale, doublement écrasée par le poids de l'exploitation capitaliste et du pillage de l'impérialisme russe, occupera une place spéciale dans la chaîne internationale de la lutte prolétarienne contre la guerre impérialiste et pour le communisme du fait qu'elle a le triste privilège de se trouver au cœur du champ de bataille du prochain conflit mondial. Elle ne peut se libérer du fardeau inimaginable qu'elle supporte comme l'ont confirmé négativement les tragiques événements de Budapest, que si elle reste absolument sourde aux sirènes bourgeoises des principes démocratiques et nationaux, que si elle comprend qu'il n'est plus possible de se débarrasser de la double ou même triple oppression qu'elle subit sans revendiquer le pouvoir pour elle-même, non seulement contre l'impérialisme russe mais aussi contre ses concurrents occidentaux et surtout, dans le même mouvement, contre sa propre bourgeoisie divisée entre les différents impérialismes.

Cette attitude qui est la seule compatible avec le marxisme et la seule historiquement féconde, serait considérablement facilitée si des deux côtés du « rideau de fer » le prolétariat dénonçait les fausses croisades qui se font écho, celle des « droits de l'homme » et celle de la fausse « lutte anti-impérialiste » et si luttant de part et d'autre contre l'oppression perpétrée contre les pays d'Europe centrale (les Russes occupent l'Est mais les alliés occupent l'Allemagne!) il s'engageait résolument dans la lutte contre la chaîne des Etats bourgeois !

« En conclusion, écrivions-nous dans l'article *Le prospective del dopoguerra* paru en 1946 dans notre organe théorique de l'époque, *Prometeo*, dans la prochaine fracture possible du front impérialiste mondial, le mouvement politique révolutionnaire ouvrier ne pourra s'affirmer, résister et repartir historiquement que s'il sait briser les deux pièges de l'opportunisme « défensiste », en refusant les deux causes pour lesquelles il faudrait se battre : d'un côté du front, la défense de la liberté représentative des démocraties occidentales, de l'autre côté, la défense du pouvoir prolétarien et communiste russe. De même est une condition de la reprise de classe le refus de toute position qui trompe les masses en leur faisant croire que la voie de la révolution passe, d'un côté du front, par l'affirmation de la méthode parlementaire de gouvernement contre le totalitarisme de Moscou, de l'autre côté par l'extension du régime pseudo-soviétique aux pays du capitalisme de l'Ouest » (3).

(3) Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, Ed. *Il Programma comunista*, pp. 147-148.

programme communiste

N° 77

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe.
- L'Afrique, proie des impérialismes :
II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. — VI. La polémique Préobrajensky-Boukharine.
- Sur la révolution en Amérique Latine.

L'organisation du Parti dans les usines (1)

(Rapport à la Réunion Syndicale Centrale du Parti de juillet 1978)

Il n'est pas besoin de souligner l'importance que revêt pour nous la question de l'organisation des prolétaires communistes à l'intérieur des usines, dans chaque catégorie et sur les lieux de travail. C'est surtout par l'intermédiaire de ses militants ouvriers que le Parti développe l'indispensable travail de propagande, de clarification et d'agitation, pour importer au sein du mouvement ouvrier le programme révolutionnaire pour faire accepter par les masses prolétaires ses directives et ses perspectives politiques propres et pour les organiser sur la base de ses mots d'ordre d'action immédiate.

Dans une perspective révolutionnaire non immédiate, c'est à travers l'activité des groupes communistes d'usine que peut se réaliser la soudure entre la spontanéité des masses ouvrières, poussées par leurs conditions de vie à lutter pour la défense de leurs intérêts de classe propres, et la direction consciente du Parti. Celui-ci a pour tâche d'encadrer ces masses dans l'action pour les orienter vers des objectifs politiques et un but historique dont on sait qu'ils

Comment se posait la question en 1921

Disposant d'un réseau solide d'ouvriers d'usine, le Parti Communiste d'Italie, constitué dès sa naissance en 1921 ses groupes communistes dans les ateliers. Dans le *Manifeste aux travailleurs d'Italie* publié immédiatement après la scission de Livourne, le Parti proclamait : « A travers l'étroit contact avec les masses travailleuses dans toutes les occasions où celles-ci sont poussées à l'agitation par le caractère insupportable de leurs conditions de vie, le Parti Communiste développera une propagande appropriée des conceptions communistes, suscitant dans le prolétariat la conscience des circonstances, des phases, des nécessités qui se présenteront

ne peuvent être clairs pour l'ensemble des prolétaires en lutte. Le Parti doit prêter le maximum d'attention aux méthodes d'organisation de ses militants ouvriers, non seulement dans les usines, mais aussi dans la structure sociale et territoriale où travaillent ses sections. Il doit en fixer les critères et les normes précises, en relation avec la situation générale et les buts immédiats qu'il se propose d'atteindre. En ce sens, s'il est bien établi que l'organisation des prolétaires communistes dans l'usine est soumise aux directives du parti, c'est-à-dire à des directives venant de « l'extérieur », il est tout aussi clair que celles-ci ne sont pas tracées une fois pour toutes, mais doivent s'adapter à la réalité existante. Elles peuvent changer avec le temps selon les modifications qui interviennent dans les rapports de force entre les communistes et les autres forces politiques du mouvement ouvrier et, par conséquent, avec l'extension et le renforcement des structures organisationnelles que le Parti se donne et la transformation qualitative inévitable des tâches qu'il sera appelé à remplir.

au cours du développement complexe de la lutte révolutionnaire.

Avec la rigoureuse discipline de son organisation interne, le Parti Communiste s'organiserait de manière à être capable d'encadrer et de diriger l'effort révolutionnaire du prolétariat.

La propagande, le prosélytisme, l'organisation et la préparation révolutionnaire des masses seront basés sur la constitution de groupes communistes, qui réuniront les adhérents du Parti travaillant dans la même usine, organisés dans le même syndicat, ou qui, d'une façon ou d'une autre, participent à un même regroupement de travailleurs.

Ces groupes et cellules communistes agiront en contact étroit avec le Parti qui assurera leur action d'ensemble dans toutes les circonstances de la lutte.

Avec ces méthodes, les communistes se lanceront à la conquête de tous les organismes prolétaires constitués dans un but économique et contingent, comme les ligues, les coopératives, les bourses du travail pour les transformer en instruments de l'action révolutionnaire directe du Parti.

S'inspirant dans son orientation tactique des décisions des deux premiers Congrès de l'Internationale Communiste sur la question syndicale, le Parti Communiste d'Italie mettait au centre de sa stratégie révolutionnaire sur ce terrain la lutte pour la conquête des organisations économiques ou tendant, d'une façon ou d'une autre, à la défense immédiate de classe, car elles organisaient les couches prolétaires les plus combattives. Il ne s'agissait pas alors d'une perspective abstraite : les communistes proclamaient qu'elle était nécessaire à l'issue victorieuse du processus révolutionnaire qui devait aboutir à l'assaut du prolétariat armé contre l'Etat capitaliste pour la conquête du pouvoir politique. Elle était bien réelle dans la situation découlant de la fin de la guerre et à cause de la forte attraction que la Révolution d'Octobre, et donc le Parti qui en Italie s'en revendiquait, exerçait sur de larges couches prolétaires des villes et des campagnes.

La structure organisationnelle des groupes communistes, détaillée dans une circulaire du 31 juillet 1921 du Comité Exécutif Syndical du Parti était telle qu'elle répondait à la double exigence de développer extensivement au sein des usines et sur les lieux de travail l'activité de propagande et de prosélytisme des principes du communisme, et de tendre à la conquête des organisations économiques de l'intérieur, à travers l'intervention et l'agitation dans les luttes revendicatives.

D'une part, en effet, les groupes communistes devaient : « veiller à réunir les camarades inscrits au Parti et à la Fédération de Jeunesse, qui travaillaient dans un même établissement, atelier ou entreprise industrielle ou agricole », de l'autre ils devaient « être constitués aussi dans les ligues de métiers, syndicats, coopératives de travail, de consommation, agricoles, etc. ».

Et les dispositions organisationnelles précisaient : « Il arrivera ainsi que certains camarades soient simultanément membres de deux groupes ou davantage. Ce sera autant de gagné, du fait que ceux-ci pourront exercer leur activité tant dans leur entreprise que dans les organisations syndicales et économiques ».

Les groupes communistes d'usine devaient : « faire œuvre de liaison entre le Parti et les ouvriers, en faisant connaître parmi eux les grandes orientations et les actions significatives du Parti Communiste sur le plan politique et syndical » ainsi que développer « un travail de propagande dans les masses travailleuses organisées et non organisées... ».

Les groupes travaillant dans les organisations économiques devaient en revanche « travailler continuellement pour devenir majoritaires là où les camarades sont minoritaires, soit en incitant les inorganisés à entrer dans les organisations pour renforcer leur action, soit en réaffirmant continuellement nos principes dans les assemblées et dans les réunions... ». De même, ils devaient « travailler à ce que les camarades qui assument des charges dans l'organisation sachent acquiescer et garder la confiance des masses... ».

L'une et l'autre structure devaient être, en un mot, la courroie de transmission du Parti « dans les usines, le syndicat, la coopérative, le Cercle, etc. ».

Il existait dans toutes les localités un Comité Syndical ayant la tâche de « maintenir la coordination entre les différents groupes pour en discipliner l'action et en assurer le développement ».

Enfin étaient constitués par les soins de la Centrale syndicale du Parti, des comités nationaux coiffant les groupes communistes de la même industrie et affiliés à la même fédération, chargés de « discipliner rationnellement les minorités communistes, afin de les préparer à une action unique à mener à l'intérieur des différentes organisations nationales ».

Le réseau syndical du Parti reproduisait par conséquent les structures des syndicats et des ligues de métier, ce qui devait faciliter leur conquête, et il répondait à l'exigence indispensable de centralisation au niveau national de toute l'activité d'intervention et, où c'était possible, de direction de la lutte prolétarienne. (à suivre).

Foyers Sonacotra en lutte

Vaincre l'isolement de la lutte

Comme nous l'avons montré dans le numéro précédent de ce journal, l'attaque d'envergure lancée cet été par la Sonacotra et le gouvernement contre la grève des foyers s'est heurtée à une puissante mobilisation des résidents.

Cette mobilisation ne s'est pas arrêtée avec la manifestation du 8 juillet. Toutes les assignations devant les tribunaux, tout au long du mois de juillet et même du mois d'août, se sont accompagnées de manifestations de résidents. L'été a même vu des progrès sensibles de l'organisation de la lutte non seulement à Paris mais surtout, ce qui est encourageant, dans l'Est où la manifestation du 12 août à Metz a rassemblé 1.200 personnes.

Il est d'ailleurs à noter que cette mobilisation réussie malgré les difficiles conditions de l'été a permis d'éviter les expulsions. De plus, en privant la bourgeoisie des prétextes juridiques recherchés pour justifier son action, elle l'a contrainte à se montrer dans sa brutale sauvagerie ou bien à pousser à fond sur le mensonge, la démagogie et la tentative de stérilisation de la lutte, dans laquelle elle bénéficie de l'appui direct de l'opportunisme, à travers les municipalités de gauche mais surtout à travers les directions syndicales, avec lesquelles travaille la main dans la main l'Amicale des Algériens.

La grande faiblesse de la lutte est encore malheureusement son isolement par rapport aux travailleurs français. La thèse du PCF et de la CGT est, comme on l'a déjà vu, que cet isolement est dû « aux objectifs et aux méthodes aventuriers du Comité de Coordination, et naturellement, la CFDT et le PS, s'il ne le clament pas tout haut, n'en pensent pas moins. Ceci est naturellement mensonger sur toute la ligne, car seules les revendications unificatrices — et celles du Comité de la lutte — et les méthodes de la lutte frontale mettant en œuvre la solidarité de classe, permettent de vaincre : c'est précisément cette orientation de lutte que condamnent les réformistes. De plus, c'est une tendance constante, qui se manifeste dans l'orientation de cette lutte comme dans la pratique, que de rechercher activement l'appui des ouvriers français et en particulier des travailleurs syndiqués.

Plus grave est la thèse, jamais franche et explicite, qui non seulement sévit dans les organisations qui ont carrément déserté la lutte mais rampe aussi dans certains secteurs des Comités de Soutien : c'est que le Comité de Coordination serait lui-même en quelque sorte responsable de cet isolement de la lutte en ne déployant pas tous les efforts pour faire le lien avec les travailleurs des entreprises.

On peut toujours dire que « tout n'a pas été fait », mais il ne faut pas oublier que la pression de l'adversaire immobilise pratique-

ment d'énormes énergies du Comité de Coordination pour renforcer et étendre la grève dans les foyers. Il ne faut pas oublier non plus que les Comités de Soutien, les sections syndicales dont les directions prétendent se placer sur un terrain antiréformiste et même les organisations qui se proclament « révolutionnaires » ont une lourde responsabilité dans l'établissement de liens entre les foyers et les entreprises. Or nous devons dire que nos camarades ont toujours dû combattre l'inertie et la résistance de larges secteurs des Comités de Soutien, non seulement pour chercher des liens avec des groupes de travailleurs organisés, mais même pour faire une simple propagande régulière en direction des usines.

Une fois ce fallacieux prétexte écarté, surgit une autre thèse, qui n'est certes pas nouvelle : l'isolement du Comité de Coordination serait dû à ses « méthodes sectaires ». Par refus du « sectarisme », des militants des Comités de Soutien, comme des membres du PCMLF, n'ont pas hésité par exemple à chercher la signature du PS ou l'appui purement verbal des municipalités ou d'organisations syndicales, qui non seulement se révèlent être purement publicitaires mais qui sont surtout « acquis » au prix de la renonciation à faire apparaître dans les tracts le Comité de Coordination comme dirigeant effectif de la lutte.

Cette tendance doit être combattue avec la plus extrême énergie, car elle donne prise à toutes les manœuvres de l'opportunisme, sans permettre la moindre propagande utile en direction des travailleurs dans les quartiers et les entreprises. En effet l'opportunisme mène aujourd'hui, sur le terrain syndical et des municipalités, une véritable campagne visant à faire croire dans les foyers non encore touchés par la grève, dans les entreprises et dans les sections syndicales, qu'ils soutiennent la lutte des résidents, alors même qu'ils s'entendent avec Stoléro contre la plate-forme véritable de la grève, et qu'en même temps la CGT et le PCF dénoncent violemment le Comité de Coordination comme diviseur et provocateur, tandis que PS et CFDT n'en parlent pas ou feignent d'être en bons rapports avec lui pour tenter de faire pression sur lui.

Ce faisant l'opportunisme cherche d'un côté à capitaliser le début de sympathie réelle qui commence à se manifester dans les entreprises envers cette lutte pour mener une négociation bidon dans le dos du Comité de Coordination, et de l'autre côté à empêcher les travailleurs trompés de prendre des contacts directs avec la Coordination, les Comités de Résidents et les Comités de Soutien.

Voilà pourquoi il est absolument important de bien montrer aux ouvriers des entreprises, et en particulier aux travailleurs syndiqués, en quoi l'opportunisme leur ment sur cette lutte et la trahit, en trahissant ce faisant les intérêts de toute la classe. Ceci nécessite une propagande sans doute extrêmement différenciée selon les couches plus ou moins

(suite page 4)

Vive les grévistes de l'Ascon (Espagne)

L'Ascon, usine de 1.850 ouvriers, travaillant pour l'industrie navale, située à Vigo (région de Pontevedra) a un passé riche en luttes revendicatives. Pour en venir au conflit actuel il nous faut reprendre ses derniers épisodes. En avril 1977, alors que se creuse le fossé entre ouvriers et patron, un travailleur est licencié, pour une dispute avec un cadre. La riposte ne se fait pas attendre : tous les travailleurs se mettent en grève ! Celle-ci dure 27 jours et se conclut par la réintégration du licencié. A la fin juin, le conseil d'administration prépare une massive compression de personnel : on parle de la suppression de 500 postes. En juillet l'entreprise décide d'expédier une lettre à tous les travailleurs, leur notifiant son besoin de mettre à la porte 241 ouvriers. En août elle renvoie 550 ouvriers sous contrat. Les syndicats n'organisent rien ou presque pour les défendre et permettre l'unification de leur lutte avec les non licenciés. En septembre, 43 autres travailleurs, victimes d'accidents ou de maladie, sont licenciés pour « absentéisme professionnel ». Les autres travailleurs maintiennent leurs 43 camarades à leur poste jusqu'à ce que soient imposées la mise à la retraite anticipée (pour cause d'invalidité) des uns et la réintégration et le reclassement des autres.

Lorsqu'arrive la négociation de la Convention Collective en janvier 78, le renvoi des 241 travailleurs n'est toujours pas accepté. Pendant le mois de février, les sanctions continuent et le 13 c'est au tour d'un travailleur de se voir privé de travail et de salaire pendant 10 mois après une querelle avec un petit cadre. Le 16, l'entreprise, non satisfaite de cette mesure, licencie cet ouvrier. Les assemblées générales commencent alors, accompagnées de grèves intermittentes. Le 23 les portes de l'usine sont fermées : c'est le lock-out de la direction. Ensuite celle-ci envoie des télégrammes annonçant à 13 autres ouvriers dont 11 délégués syndicaux, leur licenciement.

Il faut signaler que sur 1.850 ouvriers de l'Ascon 1.200 étaient syndiqués à l'USO, quelque 200 aux Commissions ouvrières (C.O.), 1 à l'UGT et un autre à l'I.N.G. (syndicat national galicien).

A ce moment-là, les travailleurs de l'Ascon prennent eux-mêmes leur lutte en charge ; ils assurent des groupes de popularisation chargés de recueillir le soutien financier des autres ouvriers de Vigo et constituent un « comité de subsistance » dans les locaux de l'USO. Ils adoptent comme mot d'ordre contre les licenciements économiques ou répressifs : « tout le monde ou personne ». La première semaine d'avril, pendant laquelle furent

assassinés une travailleuse et un « témoin accidentel », voit se dérouler de très violents affrontements avec la police et les bandes patronales.

La grève des ouvriers de l'Ascon dure depuis 168 jours. Qu'ont fait les syndicats « majoritaires » ? Des promesses et rien que des promesses pour diviser, isoler et trahir les travailleurs en lutte ; une manifestation le 8 mars et une « journée de lutte » le 25 avril consistant en 2 h (2 h !) de débrayage et de manifestation. Les bonzes des CO et de l'UGT furent accueillis aux cris de « traîtres et vendus ! », et ils lâchèrent la manif dès le début. Ces faits, ajoutés à la dénonciation qu'ils firent de la violence des escarmouches entre police et manifestants, à la volonté d'isoler la grève, jugée « trop radicale », aux négociations secrètes menées dans le dos des travailleurs, voilà à quoi se résume leur action.

Quant à l'USO, si nous ne pouvons l'accuser de boycotter la grève, nous devons lui reprocher son inertie : presque rien n'a été fait pour faire connaître la grève dans le reste du pays et organiser la solidarité : il est plus rentable de suivre les CO et l'UGT, de se faire reconnaître comme interlocuteur valable par le gouvernement plutôt que de risquer de s'« affaiblir » en donnant une aide de quelques millions.

L'entreprise, malgré une position relative-ment privilégiée dans la crise actuelle, a licencié 38 ouvriers supplémentaires et parlé

(suite page 4)

SOUSCRIPTION INTERNATIONALE

L'isolement tragique dans lequel les confédérations syndicales — espagnoles et autres — ont maintenu la grande grève des ouvriers de l'Ascon rend d'autant plus impérative la nécessité de développer partout une ample action de propagande, de solidarité et de mobilisation de la part des militants et des sympathisants de notre parti, mais aussi des militants ouvriers prêts à apporter leur soutien et leur solidarité à tout mouvement classiste, pour appuyer cette lutte magnifique. Notre parti a lancé à l'échelle internationale, à travers ses organes de presse, ses sections et ses sympathisants une campagne financière de solidarité dont le produit sera versé au comité de grève des ouvriers de l'Ascon.

Vive la solidarité ouvrière internationale !

* Faites parvenir les fonds au journal qui transmettra au Comité de grève.

Les versements de solidarité pour le Comité de Coordination sont à effectuer au compte suivant :

GISTI - C.C.P. 30.182.02 avec mention « Comité de Coordination »

La signification des luttes entre partis

(suite de la page 1)

austral, mais aussi la lutte du prolétariat du monde entier.

Mais dans leur horizon étriqué, les rédacteurs de LO, qui ont vu dans cette affaire une opposition entre partis également nationalistes, auraient sans doute « souhaité » une nouvelle entente entre MPLA-FLNA-UNITA. Ont-ils seulement dit à leurs lecteurs que la condition que mettait Savimbi Jonas à la reconstitution de cet accord, sans aucun doute « démocratique » dans le sens où l'entend LO, était la « démilitarisation » de Luanda, ce qui signifiait alors que les masses exploitées cherchaient à s'armer, l'égoïsme certain des ouvriers et des masses prolétariennes des muceques ?

Sans doute, le MPLA a réussi ensuite à désarmer la population et à ériger l'Etat bourgeois à sa manière. Mais cela est dû au fait que les conditions n'étaient pas mûres pour une solution du type de l'Octobre russe, que les jeunes noyaux ouvriers n'ont pas trouvé dans les métropoles impérialistes et dans le marxisme sali par tous les partis qui ont participé à leur oppression, le puissant coup de main qui leur aurait permis de se constituer en parti indépendant et ne disons pas de prendre le pouvoir mais même de se préparer à la trahison inévitable du MPLA.

Cependant la victoire du MPLA n'a pas réussi d'une part à empêcher que l'impérialisme portugais ne soit chassé et que l'incendie de la révolte ne s'allume dans toute l'Afrique australe, ce qui est un résultat peu banal pour une simple rivalité « antidémocratique » entre partis également nationalistes, au sens de LO...

Venons-en maintenant à l'opposition armée qui a surgi dans la Résistance palestinienne, qui est beaucoup plus complexe et qui n'a pas, il est vrai, la fécondité révolutionnaire de celles qui ont traversé l'insurrection algérienne ou la révolution angolaise.

On ne peut comprendre cette tragédie sans se souvenir que le Fatah d'Arafat qui dirige l'OLP a tenté depuis la guerre d'Octobre, qui a marqué le retour en force des Etats-Unis au Moyen-Orient, de jouer la carte d'un accord avec eux (la pression politique de l'Egypte et surtout les puissantes finances de l'Arabie Saoudite aidant), pour constituer un mini-Etat palestinien garanti par les Etats-Unis et l'URSS la main dans la main avec le FDPLP de Hawatmeh, prosoviétique. Or comme cela ressort explicitement de tous les plans avancés par les uns et les autres et comme cela est accepté par Arafat et la direction du Fatah et de l'OLP, la constitution de cet Etat a pour condition préjudicielle le désarmement complet des Palestiniens. On conçoit donc la formidable tromperie de cet Etat présenté officiellement comme un avant-poste dans la lutte contre le sionisme, mais autorisé par l'impérialisme américain et surtout soigneusement désarmé.

Ce véritable aplatissement de la direction de l'OLP a provoqué de tels remous que le

FPLP (groupe qui avait été sur le point d'admettre la constitution de ce mini-Etat) a dû spectaculairement constituer le fameux Front du refus avec le FP — Commandement Général qui s'est révélé plus tard être un sous-marin syrien, et le FLA, branche du Ba'ath irakien, avec la sympathie de groupes de la gauche du Fatah.

L'autre élément est l'effondrement total de l'Etat libanais en 1975-1976 sous les coups de la guerre civile opposant d'un côté la droite chrétienne et de l'autre les masses plus ou moins encadrées par une gauche libanaise étroitement liée à la Résistance palestinienne. Il faut dire que dans ces événements complexes, l'OLP d'Arafat, sous prétexte de « non-intervention dans les affaires intérieures des Etats arabes », a d'abord joué, en accord avec la Syrie, un rôle de frein du mouvement populaire et même de la gauche libanaise de Joumblatt, puis carrément de paralysie du mouvement d'opposition à l'invasion syrienne. Le Fatah a bien fait des proclamations sur la « trahison » de la Syrie, mais n'a pas pour autant participé plus aux combats contre les troupes de Damas qu'il ne l'avait fait contre les phalanges ; les seuls éléments à opposer une résistance sérieuse à l'entrée des armées syriennes ont été non pas l'OLP officielle et la gauche de Joumblatt, mais des éléments et groupes de gauche du Fatah, du FPLP de Habache et de secteurs du FDPLP — au moins dans un premier temps —, ainsi que des minuscules organisations qui pullulaient en rupture à gauche avec toutes les organisations officielles. Le travail de la Syrie, avec l'aide des milices chrétiennes, a été de pilonner systématiquement les quartiers populaires et les camps de réfugiés tenus par les éléments radicaux, tandis que non seulement la direction de l'OLP et le Fatah mais aussi le FDPLP et le Commandement Général de Jibril qui révéla brusquement ses amours avec Damas, purgeaient systématiquement leurs rangs des éléments radicaux qu'ils livraient à la Saïka et à l'armée syrienne, au nom encore du principe de « non-intervention dans les affaires intérieures » du Liban et du « rétablissement de la souveraineté de l'Etat libanais ». Les fedayin qui résistaient encore se trouvaient repoussés il y a un an essentiellement au sud du Liban, et dans quelques poches à Tripoli et à Beyrouth.

On sait comment l'initiative de Sadate provoqua la soudure de l'évolution des rapports entre le FPLP et le Fatah d'une part, la Syrie et l'OLP réconciliée au sommet d'autre part. L'écrasement de la Résistance et de la gauche libanaise par la Syrie a finalement privilégié la droite chrétienne qui a pu, en dépit des Syriens, accentuer encore sa mainmise sur l'armée et l'administration libanaises. Ceci a obligé Damas, qui joue sur l'équilibre entre chrétiens et musulmans — dont dépend sa possibilité de marchandage entre Israël et les Etats-Unis — à intervenir directement contre les chrétiens en cherchant de nouveau l'appui des restes de l'OLP, et à

refuser démagogiquement le plan Sadate comme une « trahison ». En même temps la reconnaissance de fait du mini-Etat palestinien par Habache, en liaison avec son alignement complet sur l'URSS, a permis à Arafat et à Assad de se couvrir des allures batailleuses de leur nouvel allié du jour, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché l'OLP, les Syriens et les chrétiens de purger au même moment, les armes à la main, un camp de Tripoli des derniers fedayin combattifs appartenant au FPLP qui y restaient.

L'invasion israélienne au Sud-Liban a porté un coup considérable aux derniers carrés de fedayin. Et il faut dire que les seuls éléments qui n'ont pas accepté le désarmement par les forces de l'ONU en accord avec l'OLP ont été massacrés par le Fatah après des procès bidons en « haute trahison ». Il n'est pas besoin d'aller chercher la main de l'Irak pour expliquer ce qui a poussé les fedayin à s'opposer à leur désarmement. Ils ont refusé l'aplatissement complet devant l'ordre établi. Et d'ailleurs aujourd'hui, mis à part quelques groupes actifs à Beyrouth, les seuls fedayin qui se montrent au Liban sont officiellement encadrés par les restes d'une OLP entièrement domestiquée, collaborent ouvertement avec les forces de l'ONU et l'armée syrienne et tendent à n'être plus que les forces de l'ordre parant aux défaillances d'un Etat libanais inconsistant, l'aide de l'OLP ayant été dispensée de façon grandissante depuis l'éclatement de la guerre civile au Liban.

Le mouvement de la Résistance palestinienne, en tant que mouvement de volontaires armés pour reconquérir la « patrie perdue » est mort ; il n'a pas seulement été écrasé sous les coups successifs d'Israël, des régimes de Jordanie, et de la Syrie, mais aussi par la guerre civile qui s'est installée en son sein et l'a vidé de son reste de dynamisme pour en faire une pure et simple police bourgeoise.

C'est dans l'effroi de la découverte de l'issue catastrophique de l'évolution de la Résistance que se sont soulevés héroïquement les quelques groupes de fedayin qui ont osé s'opposer aux Casques bleus français, ce qui leur vaut d'être systématiquement exterminés depuis des mois et des mois par tout l'ordre établi international — qui, à la veille de la rencontre de Camp David, appuie d'une manière inouïe sur la région — même si l'Irak trouve momentanément un avantage politique à feindre de les soutenir.

Ces groupes renvoient comme en un écho tragique le refus des prolétaires et des masses exploitées arabes de capituler en même temps qu'ont capitulé toutes les bourgeoisies arabes devant leurs tâches révolutionnaires et toutes les organisations « démocratiques » sous le talon de fer de l'ordre établi. Mais leur voix dramatiquement étouffée devient d'autant plus inaudible que, dans leur vengeance héroïque, ils visent beaucoup plus la trahison des hommes, pauvres marionnettes de l'histoire, que les programmes et les principes qui devaient inéluctablement mener un jour les hommes qui s'en sont faits les héritiers à la capitulation.

La tragédie de la révolution palestinienne et arabe est que ses dirigeants ont renoncé avant d'avoir atteint le moindre objectif. Le rapport des forces était sans doute trop défavorable. Mais le cours historique tourne inexorablement les pages. La seule force qui peut désormais avoir de l'initiative dans cette région du monde ne connaît plus aucun Etat frère ni aucune solidarité nationale dans la lutte contre le monstre sioniste car tous les Etats, toutes les bourgeoisies se sont déjà entendues avec Israël et l'impérialisme contre les masses exploitées de la région. Cette force qui n'a d'autre voie que de déclarer en même temps la guerre à toutes les classes dominantes, c'est le prolétariat.

Sans doute faudra-t-il du temps pour qu'il devienne une force capable de peser consciemment sur le destin du Moyen-Orient, mais lui seul peut se mettre à la hauteur des exigences de l'histoire, capitaliser les formidables leçons des luttes grandioses du passé, ainsi que la formidable énergie encore comprimée des masses paysannes pauvres et suivre son cours, en laissant la petite-bourgeoisie déçue se bercer de ses illusions naïves et de ses rêves pieux, idéalisant les antiques solidarités aujourd'hui brisées sous le rude choc du développement historique. Lui seul peut, en s'organisant sur ses intérêts communs au-dessus des frontières d'Etats et de barrières de race et de nationalité, trancher les nœuds de l'oppression raciale, nationale et de classe qui écrase les classes exploitées du Moyen-Orient. Et pour cela il a besoin de l'aide du prolétariat des grandes métropoles impérialistes qui toutes pèsent d'un poids insupportable sur cette région, économiquement et stratégiquement vitale dans la guerre qu'elles se font entre elles et qui lie le prolétariat des pays « avancés » et la classe ouvrière et les masses prolétaires et miséreuses du Moyen-Orient à un sort commun. Il est donc temps que le prolétariat d'ici passe lui aussi à la lutte directe contre l'ordre établi, en rejetant tous les phraseurs qui lui prêchent l'indifférence à l'égard des formidables luttes qui secouent les continents « arriérés ».

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 16 DE

il programma comunista

- Agli affossatori della rivoluzione d'Otto-bre non costa nulla « riabilitarne » gli artefici.
- Vertici economici a Brema e Bonn : Dietro il miraggio dell'euromoneta, guerra aperta al dollaro.
- Il capitalismo italiano e i consigli del fondo monetario internazionale : A tutti un minimo e senza sprechi.
- L'organizzazione del partito nelle fabbriche : Il ruolo del delegato di fabbrica e i nostri compiti.
- Allineamenti dei « non-allineati ».
- Napoli : Pseudo-scioperi per obiettivi truffa, facciata di una realtà in cui è urgente la ripresa di vere lotte operaie.

*

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 15

EL COMUNISTA

(sept. 1978) de :

- Africa en las garras del imperialismo
- Orientaciones para la actividad sindical
- Andalucía : Por la unidad de lucha de todo el proletariado !
- El comunismo contra la democracia
- Un abismo de clase está cavándose en la resistencia palestina
- Las luchas en la pequeña empresa (En Cárnicas de Madrid ; la huelga de Unicable)
- Ronda de chacales en el Sahara.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

- A Bruxelles : le 2 jeudi de chaque mois, soit le 14 septembre et le 12 octobre, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 9 et 23 septembre.
- A Amiens : le 1er samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1er et le 3e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit le 16 septembre et les 7 et 21 octobre.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
- A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 24 septembre et le 29 octobre.
- A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1er dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : le 1er vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 8 septembre et le 6 octobre.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3e dimanche de chaque mois, soit le 17 septembre et le 15 octobre.
- A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.
- EN SUISSE
- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1er étage à droite, « Atelier »).

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), 75013 Paris, soit le 20 septembre, puis les 4 et 18 octobre, etc.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE : Editions Programme, 32, rue du Pré-au-Marché 1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Vive les grévistes de l'Ascon

(suite de la page 3)

d'imposer le renvoi temporaire de 121 autres travailleurs pour 18 mois, avec le consentement tacite des CO et de l'UGT.

Sonacotra

(suite de la page 3)

combatives auxquelles on s'adresse, selon qu'il s'agit de secteurs ou prédomine l'influence de la CGT ou de la CFDT, selon qu'il s'agit d'une entreprise ou d'un quartier, etc. Et de ce point de vue, la lutte peut prendre quand c'est nécessaire tout le temps qu'il faut, et peut envisager toutes les concessions indispensables, pour créer le terrain solide où les ouvriers s'éveillent aux exigences de la lutte et de la solidarité de classe et à partir duquel ils peuvent comprendre que l'opportunisme les trompe et trahit la lutte. Mais ceci n'est possible qu'à la condition que soient bien mis en avant les principes et les méthodes de la lutte, la portée de sa revendication pour l'ensemble de la classe. Ceci n'est possible également que si la lutte ne renonce pas au point capital de sa plate-forme revendicative, à savoir « la reconnaissance du Comité de Coordination », précisément celui qui est combattu avec le plus d'acharnement par l'opportunisme.

Alors que s'approchent les procès dont la délibération avait été reportée (ils vont être nombreux d'ici à la fin octobre), et que la Sonacotra risque de se tourner vers la demande de saisies-arrêts sur les salaires, il est important non seulement de consacrer dans les Comités de Soutien le maximum d'énergies en direction des ouvriers des entreprises, mais aussi de combattre la tendance qui consiste à jeter par dessus bord les principes de la lutte, ce qui la priverait du levier nécessaire pour activer une authentique solidarité de classe, et la rendrait perméable aux manœuvres que l'opportunisme mène pour le compte de la bourgeoisie.

Dans la troisième semaine de mai les directions de l'USO, des CO et de l'UGT parvinrent à un accord avec la direction par lequel elles acceptaient 7 licenciements, des sanctions pour le restant des licenciés et la restructuration prévue par l'entreprise. L'assemblée des travailleurs aurait dû voter cet accord à bulletins secrets. Néanmoins les ouvriers refusèrent le principe du scrutin à bulletins secrets, et, de plus rejetèrent licenciements et restructurations. La direction et les bureaucraties syndicales dénoncèrent ensemble le comité de grève. Fin mai, l'entreprise envoyait de nouveaux télégrammes de mise à la porte.

A la mi-juin se constitue un comité mixte de négociation syndicats-travailleurs (dont étaient exclus les délégués renvoyés). Dans le même temps la direction exigeait pour ouvrir la négociation que soient acceptés les 7 licenciements (6 membres du comité de grève et le septième, celui qui avait été à l'origine du conflit). La commission accepta le principe du renvoi de 3 d'entre eux. Pourtant l'assemblée des ouvriers du 5 août avait refusé à une très forte majorité tout accord sur les licenciements, au milieu des dénonciations et des attaques des CO et de l'UGT. Le comité de grève et l'assemblée refusèrent de donner pleins pouvoirs pour négocier aux confédérations mentionnées.

Il s'agit de la grève la plus longue et la plus dure de tout le mouvement ouvrier de Galice, exemplaire par sa détermination à rester fidèle à la solidarité entre prolétaires, intransigente contre les manœuvres conjointes du patron et des bureaucraties jaunes, malgré l'isolement dramatique dans lequel elle fut confinée tout au long de presque six mois de lutte. C'est un magnifique exemple d'esprit d'abnégation et de sacrifice du prolétariat, des immenses réserves de la classe ouvrière lorsqu'elle se mobilise pour ses intérêts de classe.

Vive la lutte du prolétariat d'Ascon !
Vive la solidarité ouvrière internationale !
9 août 1978.